

La situation économique du Luxembourg

La situation économique du Luxembourg est, selon l'analyse de l'Organisation de coopération et de développement économiques, « l'une des plus favorables » des États membres de l'organisation, comme en témoigne une inflation de 3,7 % et un taux de chômage de 1,4 % en 1990. En fait, le pays ne connaît pas de chômage et emploie quelque 30 000 travailleurs frontaliers qui vivent en France, en Allemagne ou en Belgique. Une fiscalité allégée, l'effet positif de l'unification allemande et l'avènement du marché unique contribueront tous à la croissance économique du pays.

L'économie du grand-duché repose sur l'industrie métallurgique et de nombreuses industries moyennes et sur l'agriculture et la viticulture. L'économie luxembourgeoise a traversé une sérieuse crise au début des années 80, lorsque la sidérurgie a subi une restructuration profonde. Quoique ce secteur demeure important, (il représente encore 10 % du PIB par rapport à 30 % en 1974), son influence diminue progressivement.

Grâce à cette évolution de la sidérurgie et à un système bancaire libéral, le Luxembourg est devenu l'un des plus importants centres financiers en Europe. Les 170 établissements bancaires de la ville de Luxembourg, qui emploient 6,6 % de la population, ont une heureuse influence sur la vie économique générale, ce qui a sensiblement aidé le pays à surmonter les effets de la restructuration sidérurgique.

Les télécommunications sont un autre secteur important où le Luxembourg occupe une place importante. L'exemple le plus éclatant est celui de la compagnie RTL qui est le plus important contribuable du pays. Ceci témoigne du dynamisme et de l'envergure de ce champ d'activité.

Le pays étant un des centre administratifs des Communautés européennes, la présence d'environ 10 000 fonctionnaires a un effet positif sur l'économie et confirme sa vocation européenne. Toutefois, la volonté de centraliser les effectifs à Bruxelles risque à plus ou moins long terme de réduire le nombre de ces fonctionnaires.

Le secteur des services (banques, télécommunications et administration), fournit 65 % du PIB luxembourgeois, les industries de fabrication 25 % et l'agriculture 2,4 %.